

Changer sa vie sans changer le monde ! 2^{ème} partie

3-UPT La question du mode de vie et sa cohérence avec l'engagement politique est une idée présente dans le mouvement ouvrier, la gauche, les luttes populaires depuis toujours. **BOOKCHIN** en quelque sorte combat féroce la priorité donnée au mode de vie sur l'engagement politique à partir des théories politiques qui accompagnent ce choix. Mais ce choix est une expérience vécue en France après mai 1968, des milliers de jeunes quittent leur emploi, la ville, pour s'installer à la campagne et mettre en cohérence, disaient-ils, leur vision de la société et leur mode de vie. Dernièrement des ingénieurs d'Airbus à Toulouse ont démissionné pour devenir maraîchers. Quand on observe les engagements, de la jeunesse en particulier, sur le climat, on constate encore qu'il y a une importance donnée à la cohérence entre le mode vie (nourriture, mobilité, habillement...) et la défense du climat. Il ne s'agit pas du même débat que dans les années 60, mais on constate que l'engagement pour changer le monde, « ce n'est pas le climat qu'il faut changer mais le système » ne revêt pas le même niveau d'engagement. Nous ne sommes pas complètement sortis de ce débat, qu'en pensez-vous ?

Xavier CREPIN : Le mouvement révolutionnaire (socialiste, anarchiste, communiste) a effectivement longtemps vu s'affronter ceux qui étaient partisans d'une adéquation entre la fin et les moyens, entre la théorie et la pratique, voire entre la vie privée et la pratique politique et ceux qui, au contraire, prétendaient tout subordonner aux nécessités de l'organisation politique et à des fins lointaines. C'est ainsi, par exemple, que les anarchistes de la bande à Bonnot, au début du siècle dernier prétendaient vivre l'anarchie ici et maintenant, refusant les contraintes d'une société qu'ils vomissaient et cherchant à s'emparer par la violence de ce qui leur semblait dû. On sait que cette histoire s'est terminée tragiquement. À l'autre extrême nous avons le stalinisme qui préconisait une dissociation radicale entre les moyens et la fin, ou plus exactement une subordination des premiers à la seconde, un sacrifice total du présent à un futur présumé radieux et une obéissance absolue du militant au parti et aux chefs qui l'incarnaient. L'expérience, là aussi, s'est assez mal terminée...

Une contradiction tragique qu'ont eu à affronter ceux qui aspiraient à renverser l'ordre existant c'est qu'il leur était impossible de changer totalement leur vie sans changer le monde : comment, par exemple, répondre à ses besoins sans argent et sans produits fabriqués par d'autres personnes ? Des tentatives dans ce sens ont presque toujours échoué, débouchant sur le banditisme, le misérabilisme ou l'adaptation à la société existante. Inversement comment changer le monde sans changer sa vie et son rapport aux autres ? Comment tolérer que les organisations révolutionnaires reproduisent les mêmes traits, les mêmes rapports hiérarchiques que dans le reste de la société ? En 1936 en Espagne, par exemple, on trouvait dans la plupart des organisations anarchistes une division sexuelle du travail caricaturale : les femmes aux fourneaux et les hommes au front ! C'est ce qui a motivé la création d'une organisation comme les *Mujeres libres*.

C'est cependant, comme je le montre dans la postface, dans les années 60 que le problème de la contradiction des fins révolutionnaires et du mode de vie s'est posé avec le plus d'acuité et

que la contradiction entre l'existence immédiate et une révolution lointaine a été le plus vivement ressentie. Bookchin, comme d'autres, a alors tenté de trancher ce nœud gordien de la plus simple des façons : en considérant qu'il n'y avait plus de contradiction entre mode de vie et transformation révolutionnaire. On pensait alors que le désir était par définition subversif et que toute médiation entre la subjectivité révolutionnaire et le monde pouvait être supprimée ou, du moins, réduite à presque rien. Le modèle du parti, longtemps hégémonique, était remplacé par celui du groupe affinitaire. Les expériences ultérieures devaient démentir ce bel optimisme et remettre d'actualité le problème de l'organisation.

C'est sur cette base qu'il faut comprendre la position développée par Bookchin dans *Changer sa vie*, et s'interroger sur sa pertinence pour le monde d'aujourd'hui. En effet, il me semble (même si Bookchin articule les choses un peu différemment) que la question porte essentiellement sur le travail, le mode de production et le mode de consommation. Les années 60 furent l'âge d'or de l'autogestion, du « retour à la terre », de la volonté de promouvoir des coopératives, d'organiser autrement la production et la distribution des produits. Une telle tentative perdure aujourd'hui et elle est en partie à l'origine de l'agriculture bio, des AMAP, de la volonté de certains salariés de reprendre leur entreprise pour la faire fonctionner à leur compte. Quel bilan tirer de toutes ces tentatives ? Elles ont certes amélioré la vie de certaines personnes, permis de développer certaines expériences intéressantes et fait gagner en « qualité de vie » et de nourriture. Cependant, nulle part, elles n'ont permis une transformation du monde ou une abolition du capitalisme.

Abordons maintenant une problématique encore plus d'actualité, celle de la contestation de nos modes de consommation. Une grande partie des mouvements de contestation actuels (véganisme, écologie, etc.) conteste ceux-ci et les rend responsables de l'exploitation des animaux ou de la destruction de la planète. Dans le même temps on ne conteste pas, ou si peu, le mode d'organisation global et en particulier le mode de production dont le mode de consommation n'est que le résultat final. On considère que, en changeant simplement de mode de vie, de consommation, d'habillement, les choses iront mieux. On s'adresse donc aux *individus* et on conteste leurs choix *individuels* en les accusant d'être complices d'un système criminel et désastreux pour l'avenir de la planète. Là encore on propose son mode de vie en modèle et on milite pour sa généralisation.

Pendant ce temps le capitalisme s'adapte, propose de nouveaux produits, de nouveaux discours, qui conviendront aux uns, agaceront les autres. Chacun choisit un camp et reste sourd aux arguments de l'autre (l'humain et l'emploi d'un côté, la planète de l'autre). Le débat, les discours, les images et les manifestations spectaculaires se multiplient mais le monde reste inchangé. C'est que nulle part ou presque il n'y a de projet global de transformation du monde, capable d'unir toutes les personnes qui, à travers la planète, souffrent de l'exploitation et de la domination et souhaitent mettre fin à celle-ci. Je pense que ce dont nous manquons c'est d'un nouvel internationalisme, une pensée et une action à l'échelle de la planète et non plus la seule contestation dérisoire des modes de consommation individuels.

4-UPT M. BOOKCHIN dans le courant des années 60, considère que la révolution sera l'œuvre de la « majorité » du « peuple » : « La révolution est dans la rue, dans la vie et les

nouvelles pratiques, elle n'est plus le monopole d'un parti, d'une caste ou d'une classe mais devient l'affaire de chacun ». La notion de « majorité » et de « peuple », mérite quelques explications pour comprendre le point de vue de BOOKCHIN. Qu'est ce qu'une majorité ? Occupy Wall Street affirmait nous sommes 99 %. Une majorité de français soutiennent les Gilets Jaunes et rejettent la réforme des retraites. Mais cette majorité ne sert à rien dès le moment où elle n'agit pas. N'y a-t-il pas ici aussi le constat d'une mise en conformité de sa vie en affirmant son point de vue sans pour autant faire grève et manifester pour changer ce que l'on rejette ? La notion de peuple est elle aussi très en vogue, la publication des livres Ernesto LACLAU et Chantal MOUFFE y a largement contribué. Mais est ce que BOOKCHIN parle de la même chose ?

Xavier CREPIN : La notion du peuple chez Bookchin, comme je le montre dans la postface du livre, ne revêt pas exactement la même signification dans les années 60 et après. Dans les années 60, Bookchin pense qu'il y a une coïncidence entre les aspirations subjectives des individus de la nouvelle génération et l'opposition au système capitaliste. Il lui semble alors que ni les femmes, ni les minorités sexuelles ou « raciales, ni les jeunes ni d'ailleurs l'écrasante majorité de la population ne peuvent plus supporter de vivre dans la présente société qui nie leurs aspirations et leurs désirs. La révolution ne serait plus dès lors l'affaire du seul prolétariat mais de la majorité de la population, du « peuple ». Par la suite l'effondrement ou la récupération partielle des luttes, et l'intégration de la génération du baby-boom à l'ordre existant le pousseront à donner un contenu plus « objectif » à la notion de peuple. L'existence d'enjeux communs dépassant les individus et même les classes (par exemple la survie de la planète) devrait être à ses yeux la base d'une action collective, qui aurait pour point de départ les communes et les municipalités (au travers d'assemblées) mais qui devrait ensuite se fédérer sur une base régionale, nationale et internationale.

La démarche de Bookchin essaie de réconcilier le local et l'universel : c'est de là ce qui fait sa force et peut-être aussi ses limites. Quand Bookchin parle de peuple, en effet, il entend par là l'humanité et son cadre et de pensée et d'action se situe à l'échelle de la planète et non de la seule nation. Simplement les moyens d'action préconisés (le municipalisme) et la notion de « peuple » avec toutes ses ambiguïtés (le peuple désigne en effet habituellement un rassemblement de toutes les classes, considérées dans un cadre national) peuvent créer de nouveaux enfermements (celui d'un rétrécissement de la perspective autour de « sa » commune, voire de « son » quartier ou même de « son » pays), incompatibles avec l'internationalisme affiché. La notion de classe, de ce point de vue, avait le mérite de se situer d'emblée à une échelle internationale, même si la pratique du mouvement ouvrier a été la plupart du temps très en-deça de cette ambition affichée. Toute confusion du « peuple » avec la majorité et toute identification passive des individus avec un tel peuple (« Nous sommes la nation », « Nous les Français, les Gaulois réfractaires... ») ne peut qu'entretenir la confusion et enfermer les luttes dans le cadre des limites nationales. Ce fut effectivement une des limites du mouvement des Gilets jaunes. Car le but n'est pas d'être fier de son peuple et de son drapeau mais de changer le monde et la société !

Si les moyens du municipalisme libertaire peuvent parfois contredire son but, l'existence même de ce dernier suffit à ne pas le confondre avec les formes diverses du populisme, et

notamment celles promues par les théoriciens que vous mentionnez. En effet, si la démarche de LACLAU et MOUFFE promeut la notion de peuple et part d'un constat en apparence partagé (celui de l'inadéquation de la notion de classe pour rendre compte de nouveaux mouvements sociaux apparus dans les années 60 : féminisme, antiracisme, écologie politique...), tout pourtant l'oppose à celle de Bookchin. D'abord, elle est en grande issue de la tradition du « populisme » sud-américain et du péronisme, c'est-à-dire d'une tradition d'un « socialisme » autoritaire, nationaliste et étatique, empruntant certains de ses traits au stalinisme et même au fascisme (l'Argentine de Peron servit de refuge à de nombreux criminels de guerre nazis).

Ensuite elle combine cette tradition avec le constructivisme postmoderne. Contre ce qu'elle nomme l'« essentialisme de classe » de la tradition marxiste et plus généralement contre la croyance en une réalité objective en dehors du discours, elle se propose de « construire » le peuple, en le mobilisant contre ses adversaires et en le rassemblant derrière un leader. Pour elle la démocratie se résume au conflit et il n'y a pas de rationalité commune ni d'intérêts objectifs à défendre. Le « chef » permet d'articuler une masse diverse autour d'un référent commun (le « peuple », « ceux d'en bas », les « gens ») et d'assurer la victoire de son camp contre ceux que l'on place en dehors du peuple (l'« élite », la « caste », l'« oligarchie »). Bref, le « peuple » est essentiellement un tremplin électoral, en vue de la conquête des institutions existantes et non un moyen de créer des institutions nouvelles.

Pour résumer, étatisme, nationalisme, postmodernisme, irrationalisme, électoralisme et réformisme, nous avons là le mixte parfait de tout ce contre quoi Bookchin a toujours combattu ! »